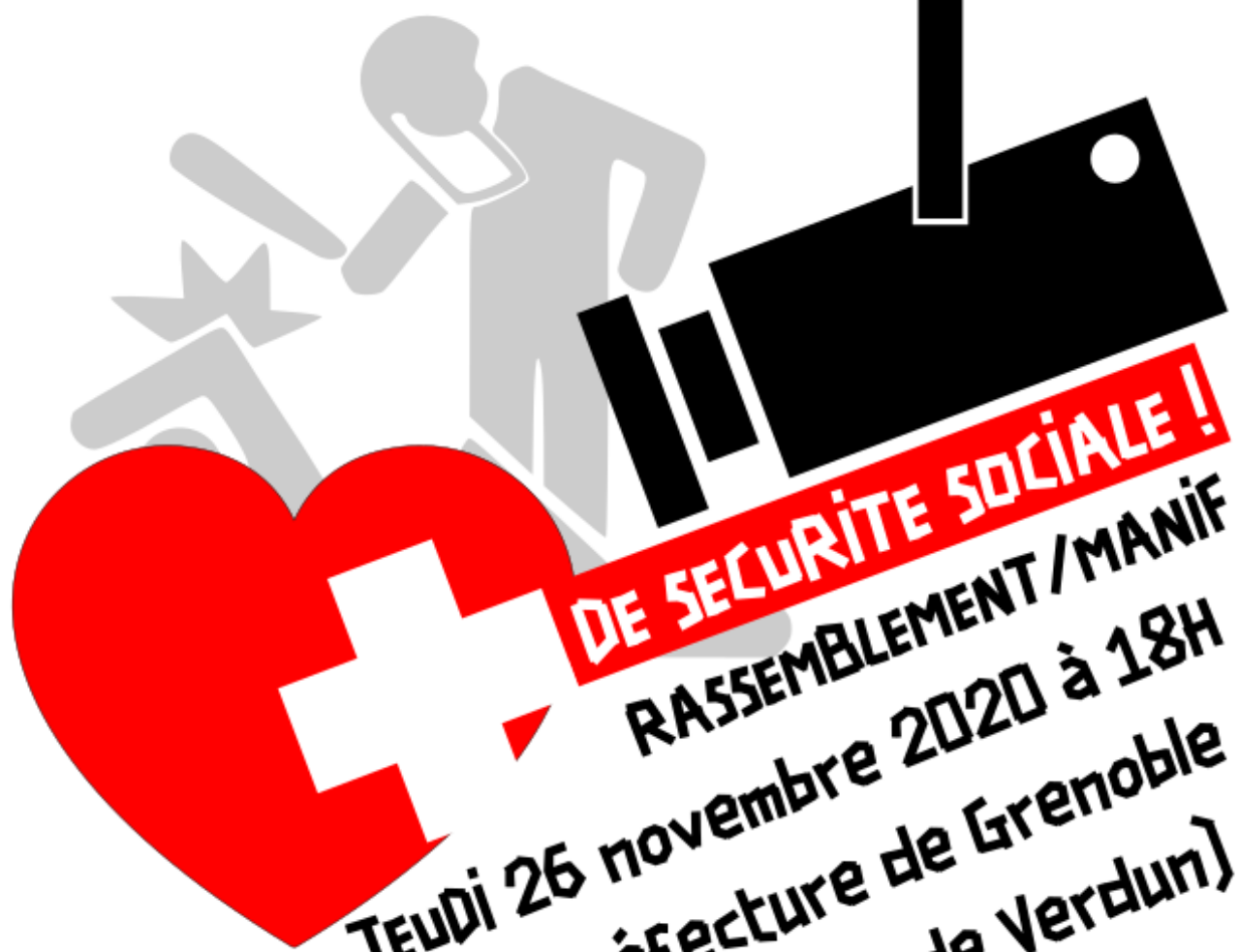


Face à cette gestion de
la crise COVID :

Vous ne **nous** ferez pas taire !

moins de sécuritaire...



DE SECURITE SOCIALE !

RASSEMBLEMENT / MANIF
JEUDI 26 novembre 2020 à 18H
DEVANT la préfecture de Grenoble
(place de Verdun)

Dénonçons la gestion catastrophique de la crise covid.
Exigeons un véritable plan d'urgence !



%attac



Solidaires

Union
syndicale
libre



UNL
La voix lycéenne



événement déclaré, pensez aux gestes barrières

Des lits, du personnel, des moyens pour l'hôpital public et la santé, MAINTENANT !

Face à une crise sanitaire allant en s'aggravant, les seules armes du gouvernement sont l'autoritarisme et la répression. En 15 ans 69 000 lits ont été supprimés dans les hôpitaux. La situation sanitaire actuelle est donc l'aboutissement logique des politiques libérales appliquées à l'hôpital. Nous revendiquons donc un **VERITABLE PLAN D'URGENCE POUR L'HÔPITAL**. L'hôpital a besoin de davantage de moyens financiers mais aussi humains. C'est pourquoi nous exigeons :

- **une augmentation drastique du financement de l'hôpital public avec la réouverture des nombreux sites hospitaliers locaux fermés ces dernières années,**
- **l'embauche massive avec revalorisation des salaires de l'ensemble des personnels,**
- **la réquisition au service de l'intérêt commun des cliniques privées,**
- **des moyens pour pouvoir appliquer les protocoles sanitaires, les masques gratuits, etc...**

La justice sociale, maintenant !

La crise du COVID impacte également bien au-delà du secteur hospitalier. Alors que l'on restreint d'un côté les libertés individuelles rendues responsables de toutes les contaminations, la sécurité des travailleurs/travailleuses et des jeunes n'est pas assurée en continuant de les envoyer dans les grandes entreprises, les écoles, les transports, qui constituent les principaux lieux de foyers de contamination. Nous avons d'urgence besoin d'investissements massifs dans tous les services publics et notamment dans l'éducation et les transports qui sont plus que jamais essentiels. De même, la sécurité et les droits des travailleurs et travailleuses ainsi que des millions de personnes se trouvant aujourd'hui au chômage doivent être assurés. Les milliards distribués sans compter pour sauver les profits des grandes entreprises, qui n'hésitent pas, derrière, à licencier en masse, doivent être, de toute urgence, consacrés à la santé, à l'école, à la lutte contre la pauvreté qui, se répand encore plus vite que la covid !

- **Exigeons des protocoles pensés par les travailleur.euse.s pour limiter le brassage, diminuer la densité humaine, et rendre possible des activités sécurisées (culture, petits commerces, ...)**
- **Exigeons le maintien du salaire le paiement à 100% du salaire en cas de chômage partiel !**
- **Imposons une revalorisation globale des salaires.**
- **Revendiquons une extension des droits des chômeurs et des chômeuses...**
- **Baisse des loyers, arrêt des expulsions et poursuite pour impayés**
- **Réquisition des logements vides pour reloger toute personne à la rue ou mal logée**

Nos droits démocratiques, maintenant !

Alors même que les libertés publiques et syndicales sont drastiquement attaquées par un confinement de la vie hors-travail, le gouvernement en profite pour faire avancer son agenda à une vitesse inquiétante. Les lois liberticides et autoritaires se succèdent ces dernières semaines à un rythme inquiétant : Interdiction de filmer la police, risque de trois ans d'emprisonnement pour les lycéen.ne.s bloquant leurs établissements, surveillance par les drones... Nous devons refuser ce tournant que l'Etat cherche à faire prendre à notre société et empêcher la loi "Sécurité Globale". Refusons que nos droits soient attaqués par un état d'urgence permanent !